

L'enchaînement des restructurations tend à faire oublier que certaines fonctions restent difficiles à remplir. La pénurie touche essentiellement la main-d'œuvre qualifiée, en particulier les ingénieurs et les profils scientifiques et techniques. Un facteur qui nuit lui aussi à la compétitivité des entreprises.

Plus de 5.500 emplois qualifiés à pourvoir en région wallonne

LUC VAN DRIESSCHE

Le cri d'alarme vient de l'aile wallonne d'essencia, la fédération du secteur chimique et des sciences de la vie. Une enquête réalisée récemment auprès de ses membres révèle que les entreprises wallonnes du secteur recherchent actuellement 835 profils (sur un total de 25.700 emplois). Il s'agit principalement de profils techniques et scientifiques, parmi lesquels on dénombre environ 90 postes de médecins.

En cause: une valorisation déficiente des études scientifiques, surtout au niveau bachelier, mais aussi une connaissance des langues lacunaire. En outre, les entreprises sont de plus en plus exigeantes sur le plan des compétences techniques spécifiques à leur secteur d'activité et privilégient la recherche de collaborateurs expérimentés, mieux à même de respecter les consignes de sécurité.

En moyenne, les emplois vacants, liés à la rotation du personnel (départs volontaires et involontaires) et à la création de nouveaux postes, restent ouverts durant trois mois, précise essencia Wallonie. Mais les délais peuvent être parfois beaucoup plus longs pour certains profils spécifiques, ce

«En Wallonie, nous estimons à plus de 2.000 le nombre de jobs technologiques à pourvoir chaque année.»

THIERRY CASTAGNE
DIRECTEUR GÉNÉRAL D'AGORIA WALLONIE

qui, selon la fédération sectorielle, tend à laisser entrevoir une «certaine inadéquation» entre la demande des entreprises et les profils disponibles sur le marché de l'emploi.

«Fonctions critiques»

Le problème des postes difficiles à remplir ne date pas d'hier et ne touche pas que la chimie. Vu la multiplicité des «fonctions critiques», celles pour lesquelles il est difficile de remplir un poste vacant, à peu près tous les secteurs de l'économie sont concernés.

Un décompte brut réalisé sur base d'entretiens avec des responsables des grandes fédérations sectorielles permet de se faire une idée globale de l'ampleur du problème.

A la grosse louche, on peut estimer à plus de 5.500 le nombre de postes à pourvoir dans les grands secteurs de l'économie.

Le secteur le plus touché est certainement celui des technologies. «En Wallonie, nous estimons à plus de 2.000 le nombre de jobs technologiques à pourvoir chaque année», explique Thierry Castagne, directeur général d'Agoria Wallonie. Avec 60.000 emplois, cette fédération représente environ 40% de l'industrie en Wallonie.

Cherche soudeurs, techniciens, ingénieurs...

Les pénuries concernent surtout les soudeurs, les techniciens (agents de maintenance industrielle, électroniciens), les ingénieurs civils et industriels et les informaticiens. Les secteurs qui prévoient le plus d'embauches sont l'aéronautique, la maintenance, l'industrie de la défense, et surtout les technologies de l'information (TIC).

Dans le seul poste des TIC, Agoria évaluait l'an dernier à 11.753 le nombre de postes vacants dans l'ensemble du pays (entre 1.000 et 1.500 en Wallonie). Trois fonctions accaparent à elles seules 60% des postes vacants: les business consultants (3.500 postes), les développeurs de systèmes (hardware et software, 2.000 postes à pourvoir) et les spécialistes de la maintenance (plus de 1.000 postes).

La construction est elle aussi confrontée à un déficit substantiel de personnel qualifié pour certaines fonctions bien précises. Au total, 1.378 ouvriers et plusieurs dizaines

d'ingénieurs sont recherchés activement (lire l'interview ci-contre).

Dans le secteur automobile, les emplois à pourvoir se comptent aussi par centaines. Une étude commandée en 2012 par la Febiac (Fédération Belge de l'Industrie Automobile et du Cycle) au consultant Roland Berger révélait que 436 emplois restaient alors à pourvoir en Belgique dans le secteur technique automobile. Faute de mesures adéquates, ce chiffre devrait bondir à 1.880 d'ici 2020. Les profils recherchés sont essentiellement des «cols bleus» ayant une bonne formation technique.

«Mais depuis lors, la Febiac a mis en place une série de moyens visant à combler le fossé, comme par exemple le programme 'Jobs on wheels', qui vise à promouvoir les études techniques dans le domaine automobile et à renfor-

cer la qualité des formations dispensées», précise Christophe Dubon, porte-parole de la fédération.

Nul n'est épargné

Très sensibles à la conjoncture qui sape régulièrement l'emploi dans leurs entreprises, les secteurs de l'alimentation et du commerce ne sont pas non plus épargnés par les pénuries d'effectifs dans certaines fonctions bien précises.

«Nous avons chaque année environ 2.400 nouveaux entrants sur un total de 20.000 emplois. Même si le problème est moins aigu chez nous que dans la chimie par exemple, quelques centaines de postes posent problème, notamment les opérateurs de production, les responsables de qualité, les électroniciens ou encore les logisticiens», explique Anne Reul, secrétaire générale de l'aile wallonne de la Fevia, la Fédération de l'industrie alimentaire.

Les problèmes de recrutement touchent aussi le commerce et les services. «Si 100 bouchers apparaissent du jour au lendemain sur

le marché de l'emploi, ils seraient embauchés illico. Il y a dans ce métier une pénurie qui date de plusieurs années», lance Dominique Michel, l'administrateur délégué de Comeos. Selon lui, les entreprises pleurent aussi après des chauffeurs, des gérants de magasins et des responsables pour l'e-commerce, qui prend tout doucement son essor (voir «L'Echo» de vendredi).

Former ou chercher ailleurs

Pour résoudre les problèmes d'embauche de profils (plus ou moins) spécifiques, les entreprises n'ont pas trente-six solutions. «La pénurie de main-d'œuvre devient dans certains cas un gros problème de compétitivité. Les entreprises recourent dès lors parfois à l'embauche de personnel ne disposant pas de toutes les qualifications requises, quitte à les former, ou vont chercher les profils dont elles ont besoin à l'étranger», explique Dominique Michel. Qui réclame à cor et à cri la mise en place, en Fédération Wallonie-Bruxelles, d'un baccalauréat en alternance pour les gérants de magasins, à l'instar de ce qui existe déjà en Flandre et qui «fonctionne très bien».

Du côté de la chimie et des secteurs technologiques, on insiste bien sûr sur la nécessité de valoriser les études techniques et scientifiques. Selon des chiffres de l'Union wallonne des Entreprises (UWE), le pourcentage de diplômés dans les filières scien-

tifiques plafonne à 12,4% en Fédération Wallonie-Bruxelles, contre 24,1 % dans l'Union européenne (15 États-membres sur 28).

«En chimie et dans les sciences de la vie, les entreprises arrivent encore à faire face aux manques d'effectifs pour l'instant. Mais avec le vieillissement de la population, le problème risque de devenir plus aigu et de pousser les entreprises à recruter à l'étranger les profils les plus pointus», prévient Corine Pétry, porte-parole d'essenscia.

4 QUESTIONS À

NATHALIE BERGERET

Directrice Formation à la Confédération Construction Wallonne

1 Quels sont les métiers de la construction les plus touchés par la pénurie de main-d'œuvre en Wallonie?

Parmi les ouvriers, le déficit total est de 1.378 personnes. On recherche notamment 386 coffreurs et 493 ouvriers routiers. À côté de cela, les entrepreneurs cherchent aussi des gestionnaires de chantiers, autrement dit des profils d'ingénieur. À l'inverse, on note un surplus de main-d'œuvre pour des postes comme les maçons (358 personnes) ou les couvreurs (119). Des glissements peuvent être envisagés entre métiers même si les différences de tâches sont importantes.

2 Le problème ne date pas d'hier. S'aggrave-t-il?

Le besoin de remplacement de main-d'œuvre qui quitte le métier (départs à la pension, prépensions, départs naturels) s'inscrit effectivement dans la du-

rée. Mais le problème risque de s'aggraver si une reprise économique se profile. Imaginez un redressement de la conjoncture début 2015: les entreprises auront de grosses difficultés à faire face à une demande en hausse avec des trous dans leurs effectifs. Il y a aussi une certaine inadéquation entre les emplois proposés par les entreprises et le profil des jeunes candidats sortis de l'école. Les enseignants ne sont pas toujours au fait de l'évolution des métiers.

3 Comment expliquer ces problèmes de recrutement?

La difficulté de recrutement d'ingénieurs est liée au manque d'intérêt des jeunes pour ce métier. Pour pallier cette difficulté, nous avons lancé, en collaboration avec le cabinet Marcourt, une expérience d'enseignement en alternance dans le supérieur qui vise le métier de gestionnaire de chantier spécialisé en construction durable. Dans les postes à haut degré de qualification, les entreprises de construction recherchent également des métrologues (chargés d'étudier les plans et d'établir les offres de prix, NDLR). Il n'existe pas de formation initiale pour cette fonction. Le Forem propose une formation pour les demandeurs d'emploi.

4 Que faire pour pallier ce problème de pénurie de main-d'œuvre?

Pour contrer le problème, nous organisons des actions de promotion des métiers techniques. Mais la pénurie de main-d'œuvre qualifiée tend à s'accroître à cause de la forte diminution

du nombre d'élèves dans l'enseignement technique et professionnel, qui a un gros problème d'image. Nous misons aussi beaucoup sur la formation en alternance. Celle-ci permet notamment aux jeunes de se frotter aux réalités concrètes des métiers et d'intégrer de manière plus positive les cours généraux, parce qu'ils en perçoivent mieux l'intérêt. La construction, c'est un tiers des activités de l'IFAPME.

L.V.D.

EXPRESS

Les grands secteurs de l'économie ne doivent pas seulement faire face aux restructurations. En Wallonie, la pénurie de candidats laisse vacants plus de 5.500 emplois.

À elle seule, Agoria Wallonie évalue à plus de 2.000 le nombre de jobs technologiques à pourvoir chaque année.

Une enquête d'essenscia Wallonie révèle par ailleurs que les entreprises wallonnes du secteur recherchent actuellement 835 profils (sur un total de 25.700 emplois).

Techniciens, informaticiens, ingénieurs... Aucun secteur n'est épargné par le problème de la main-d'œuvre vacante.

La pénurie de main-d'œuvre devient même dans certains cas un gros problème de compétitivité.